

Texte français (titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973).

Conseil d'État, section d'administration

A R R Ê T

**n° 83.167 du 27 octobre 1999
A. 87.374/IX-2052**

En cause : John BRUNINX,
ayant élu domicile chez
Me A. LUST, avocat,
ayant son cabinet à SINT-ANDRIES-BRUGGE,
Burggraaf de Nieulantlaan 14

contre :

l'État belge, représenté par le Ministre de la Justice,
ayant élu domicile chez
Mes D. D'HOOGHE et M. GELDERS, avocats,
ayant leur cabinet à BRUXELLES,
rue Henri Wafelaerts 47-51, boîte 1.

LE PRÉSIDENT DE LA IX^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 octobre 1999 par laquelle John BRUNINX demande en extrême urgence la suspension de l'exécution de la décision de l'administrateur général de l'Administration de la sûreté de l'État du 2 septembre 1999, visant à muter le requérant, notamment, de la section B5 à la section A1 pour une période de trois ans à partir du 1^{er} novembre 1999, avec la possibilité de prolonger ou de raccourcir cette période en fonction des nécessités du service;

Vu la note de la partie défenderesse;

Vu l'ordonnance du 20 octobre 1999 fixant l'affaire à l'audience du 25 octobre 1999 à 11 heures;

Entendu M. J. BORRET, président, en son rapport;

Entendu, en leurs observations, Me K. SIMAEY, avocat, qui, loco Me A. LUST, avocat, comparaît pour le requérant, et Me M. GELDERS, avocat, qui, en son nom propre et loco Me D. D'HOOGHE, avocat, comparaît pour la partie défenderesse;

Entendu M. M. LEFEVER, auditeur, en son avis conforme;

Vu les articles 17 et 18 et le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

1. Considérant que les éléments de la cause peuvent se résumer comme suit :

1.1. Depuis le 1^{er} septembre 1970, le requérant est affecté aux services extérieurs de l'Administration de la sûreté de l'État. Après dix ans, Hasselt devient sa résidence administrative.

1.2. Le 2 septembre 1999, l'administrateur général de l'Administration de la sûreté de l'État décide de muter trente-huit agents des services extérieurs de l'Administration de la sûreté de l'État, parmi lesquels le requérant, dans une autre section des mêmes services. Le requérant est plus particulièrement muté de la section B5 à la section A1 pour une période de trois ans "avec la possibilité de prolonger ou de raccourcir cette période en fonction des nécessités du service". La mutation prendra effet le 1^{er} novembre 1999.

Cette décision est notifiée aux agents concernés, dont le requérant, par la voie hiérarchique dans une note de service du 2 septembre 1999.

1.3. Le requérant déclare avoir tenté par la voie hiérarchique de faire annuler la mesure attaquée, à la mi-septembre et le 1^{er} octobre 1999; il déclare s'être également adressé au Ministre de l'Agriculture et au Ministre de la Justice. Il affirme que "jusqu'à ce jour", ces démarches sont restées sans suite et que "le 1^{er} novembre 1999 approche à grands pas".

2.1. Considérant que la partie défenderesse soutient que la demande n'est pas recevable; qu'à son sens, elle ne l'est pas parce que la mutation attaquée est une mesure d'ordre interne, similaire à une mesure prise dans l'intérêt du service et dépourvue d'effets sur la situation juridique des utilisateurs ou sur la situation statutaire des agents, une mesure qui ne vise pas à créer des effets juridiques, en sorte qu'elle n'est pas un acte

administratif au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État et ne peut donc pas être attaquée devant le Conseil d'État;

2.2. Considérant que, conformément à ce qu'il a déjà relevé dans son arrêt n° 39.416, OUSHOORN, du 19 mai 1992, le Conseil estime que l'agent peut revendiquer en droit qu'il ne soit pas imposé sans motif valable de conditions de travail qu'il ressentirait comme préjudiciables; qu'il faut cependant admettre que l'autorité dispose d'un pouvoir discrétionnaire particulièrement étendu dans cette matière, de sorte que les objections que l'agent élève en rapport avec son intérêt personnel pourront difficilement prévaloir sur les motifs invoqués par l'autorité, s'ils sont fondés en fait et pertinents en droit; qu'il doit cependant apparaître que l'autorité a mis sérieusement en balance l'intérêt du service qu'elle poursuit et l'intérêt de l'agent; que d'ailleurs, il est également utile pour l'intérêt du service que l'intérêt de l'agent ne soit pas traité à la légère; qu'en effet, satisfaire les intérêts personnels des membres du personnel peut profiter au service et est donc en soi dans son intérêt, idée que le Conseil d'État a notamment exprimée dans ses arrêts n° 13.122, LENAERTS, du 25 juillet 1968, n° 16.845, MISSAULT, du 4 février 1975, et n° 21.262, VANDEROYE, du 16 juin 1981 (au point 4.2).

2.3. Considérant qu'en l'espèce, les effets de la décision attaquée pour le requérant résident dans le fait qu'il doit travailler à Bruxelles et non plus à Hasselt et qu'il est affecté à une autre mission - il s'avère que le secteur A1 gère d'autres affaires que le secteur B5 -, alors qu'il est déjà âgé de 56 ans; que l'immixtion dans la manière dont il doit exercer sa fonction est suffisamment importante pour que la décision attaquée ne puisse pas être ramenée à une mesure qui n'affecte pas sa situation statutaire;

2.4. Considérant que l'exception est rejetée;

3. Considérant qu'en vertu de l'article 17, §§ 1er et 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la suspension d'extrême urgence de l'exécution ne peut être ordonnée qu'à la triple condition que l'extrême urgence soit établie, que des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de la décision attaquée soient invoqués et que l'exécution immédiate de la décision attaquée risque de causer un préjudice grave difficilement réparable;

4. Considérant qu'afin de faire admettre qu'il encourt un préjudice grave difficilement réparable et qu'il y a lieu d'y remédier en extrême urgence, le requérant soutient qu'il doit effectuer un long déplacement et qu'à un âge avancé, il doit apprendre une nouvelle tâche et s'intégrer dans un nouveau cadre de travail; qu'à supposer que ces

éléments puissent être admis comme formant un préjudice grave suffisant, il n'est pas du tout certain que ce préjudice ne soit pas de nature telle qu'il pourrait être suffisamment réparé par une suspension ordinaire; qu'en effet, l'on n'aperçoit pas d'emblée si le fait de devoir effectuer un déplacement vers Bruxelles pendant quelques semaines et de devoir travailler dans un nouvel environnement est à ce point grave qu'il peut justifier une suspension d'extrême urgence; que le requérant invoque également les soins primaires dont il est redevable à l'égard de son père; que, par ailleurs, il est chargé déjà depuis 1987 de la formation lors des exercices de tir dans d'autres résidences, dont Bruxelles, ce qui nécessite deux à trois déplacements par semaine; que, malgré la question posée à ce propos par la partie défenderesse, le requérant reste en défaut d'expliquer comment il faut concilier cette situation avec l'assistance nécessitée par son père;

Considérant qu'au surplus, le requérant a rendu obligatoire son recours à l'extrême urgence en attendant jusqu'au 19 octobre 1999 pour introduire sa demande alors que la décision attaquée devait prendre effet le 1^{er} novembre 1999; que son argument selon lequel il a tenté en premier lieu d'obtenir le retrait de la décision attaquée ne peut servir d'excuse, dès lors qu'il ne produit pas de preuve de ces tentatives et qu'il ne peut de toute façon pas être admis qu'au regard de la note de service du 2 septembre 1999 notifiant la décision attaquée, il ait escompté le retrait de cette décision jusqu'au 19 octobre avant d'engager une procédure judiciaire dans laquelle les droits de la défense et les facultés d'instruction sont extrêmement réduits;

Considérant que l'extrême urgence n'étant pas établie, la demande est rejetée,

D É C I D E :

Article 1er.

La demande de suspension en extrême urgence est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de sept mille francs, sont mis à la charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles en audience publique, le vingt-sept octobre 1900
nonante-neuf, par :

M.	J. BORRET,	président,
Mme	S. VAN AELST,	greffier.

Le greffier,

Le président,

S. VAN AELST

J. BORRET

TRADUCTION ÉTABLIE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 63,
ALINÉA 1^{ER}, DES LOIS SUR LE CONSEIL D'ÉTAT
COORDONNÉES LE 12 JANVIER 1973.